

Article publié par Libération le 16 02 2022

## Médias

### «Stop Bolloré»: un collectif dénonce l'empire médiatique «réactionnaire» du milliardaire

Plusieurs associations et syndicats, rejoints par des intellectuels et des journalistes, partent en guerre contre l'hyperconcentration des médias. Dans leur viseur : l'industriel Vincent Bolloré qui règne sur la chaîne CNews et qui a servi de rampe de lancement à la candidature d'Eric Zemmour.



Vincent Bolloré, en 2018. (Eric Piermont/AFP)

par [Marceau Taburet](#)

publié le 16 février 2022 à 15h46

La date est symbolique. Ce jeudi, Vincent Bolloré devait prendre sa retraite. L'industriel breton l'avait lui-même annoncé et le répétait sur tous les tons depuis plusieurs années : le 17 février 2022, le jour du bicentenaire de la fondation de la première entreprise du groupe, il quitterait toutes ses responsabilités. Finalement, Bolloré est revenu sur sa décision. Difficile de lâcher complètement les commandes [quand on les tient aussi fermement](#).

### «Empire tentaculaire»

Cela n'a pas empêché, pour lui «*souhaiter une bonne retraite*», que se monte ce mercredi un collectif «*Stop Bolloré*». Il réunit «*un front commun et large*» composé de syndicats tels la CGT ou Solidaires, d'associations, de médias et de personnalités marquées à gauche, comme le fondateur d'Arrêt sur images - et chroniqueur chez Libé - [Daniel Schneidermann](#), le journaliste [Taha Bouhafs](#), les historiennes [Laurence De Cock](#) et [Mathilde Larrère](#) ou l'économiste [Thomas Piketty](#).

Le constat est connu. Dans un paysage médiatique dominé par «*une poignée de milliardaires*», [Vincent Bolloré a construit «un empire médiatique tentaculaire au service de ses ambitions idéologiques réactionnaires», dénonce le collectif, qui tenait une conférence de presse mercredi matin à la Bourse du travail à Paris. En ligne de mire : la chaîne CNews, «\*où la polémique outrancière tient lieu de débat\*» et où «\*la ligne éditoriale montre une obsession pour les thèmes d'extrême droite\*».](#)

## «**Danger immense**»

Le moment est important. L'emblématique avocat Arié Alimi, membre de la Ligue des droits de l'homme, veut croire que «*si on ne réagit pas maintenant, il sera bientôt trop tard*». Le moment, dit-il, est «*singulier*». Sans crainte de sembler excessif, il ajoute que «*tout peut basculer*». Avant de poursuivre : «*Le ton est grave, sérieux et un peu solennel.*» Edwy Plenel, lui, se réjouit de l'opération. Le directeur de Mediapart voit là le signe d'une «*prise de conscience*» face au «*danger immense*» que représente «*la logique de domination politique et d'oppression idéologique*» menée par Vincent Bolloré.

Au-delà des médias, [le monde de l'édition](#) craint aussi d'être [avalé tout cru](#) par le magnat breton. «*Bolloré possèdera bientôt plus de 70 % des livres scolaires et la moitié des livres de poche*», pointe le collectif. L'homme de 70 ans, ennemi numéro 1 des journalistes lorsque ceux-ci tentent d'enquêter sur ses affaires sulfureuses [en Afrique](#), est présent à la télévision avec le groupe Canal +, les chaînes C8 et CNews et à la radio avec Europe 1. Dans la presse, il détient Prisma Media, le premier groupe de magazines en France, *le JDD*, *Paris Match* et l'agence Havas dans le secteur de la publicité, ainsi qu'[Editis](#) dans l'édition.

## «**Appels à la guerre civile**»

L'initiative n'en reste pas aux belles formules. Des actions viennent d'être lancées, à commencer par une saisine de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). En cause : «*Un grand nombre de manquements recensés*» dans le cadre de l'émission *Face à l'info*, sur CNews, à laquelle participait [Eric Zemmour](#) chaque soir d'octobre 2019 à septembre 2021. L'homme s'est, depuis, lancé dans la course à la présidentielle. Deux plaintes ont par ailleurs été déposées contre X pour «*provocation à s'armer contre une partie de la population non suivie d'effet*» et «*diffusion à des mineurs d'un message à caractère violent et de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine*».

Reportage

## **Dans le Finistère, déambulations à Bolloréland**

[Economie](#)

16 févr. 2022abonnés

Les [propos outranciers](#) d'Eric Zemmour tenus sur la chaîne du groupe Canal +, détenu par Bolloré, indignent les membres du collectif parce qu'ils constituent bien souvent «des appels à la guerre civile» et à la «haine des musulmans». Leur crainte : que les phrases se traduisent en actes. «On peut tuer avec des mots, des écrits», souligne Jean-Louis Lagarde, avocat du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (Mrap). Pour Samuel Thomas, le président de la Maison des potes, «il y a une longue liste d'activistes d'extrême droite, liés pour certains à Génération identitaire ou au Rassemblement national, qui ont rejoint Zemmour et qui se sont radicalisés dans les deux dernières années». Les interventions télévisées de l'ancien journaliste devenu candidat ont «galvanisé», voire «encouragé» une partie de la jeunesse d'extrême droite.

D'autres actions, pour interpeller l'opinion publique notamment, sont prévues dans les prochaines semaines. «Un meeting est à l'état de projet pour la première quinzaine de mars», indique Arié Alimi. Un rassemblement dans la rue n'est pas non plus à exclure. En janvier, Vincent Bolloré était interrogé par les sénateurs réunis dans le cadre d'une commission d'enquête centrée sur la concentration des médias. Il y a joué les faux naïfs, assurant que «la liberté d'expression est quelque chose de très important» et que «toutes les expressions sont sur le groupe». Négligeant délibérément de citer Stéphane Guy, Sébastien Thoen ou Bertrand Chameroy, évincés pour n'avoir rien fait d'autre qu'user de leur liberté d'expression.